



FDG fille à Tessit (Ansongo) Région de Gao

## **MALI : SCAN DE CONFLIT**

**« Ensemble, semons les graines de la paix !**

**Promouvoir la cohésion sociale et le développement d'un  
environnement favorable à la scolarisation des enfants dans les  
régions du Centre et du Nord du Mali »**

---

Dans les Régions de Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou

Florence FERRARI

**NOVEMBRE, 2018**

**Nom : Vianney Bisimwa**  
*Position : Directeur Pays*  
**Search for Common Ground**  
Adresse : Bamako, Mali  
Tél. : +223 78 04 01 04

**Nom : Julien Niankoye Bolamou**  
*Position: ILT research associate for*  
*Sahel*  
**Search for Common Ground**  
Adresse : Bamako, Mali

## Table Des Matières

---

Table Des Matières	2
Résumé exécutif	3
Contexte	3
Évolutions récentes	3
Opportunités pour la paix	4
Recommandations	4
1. Contexte	7
1.1. Introduction	7
1.2. Objectif du diagnostic de conflit et méthodologie adoptée	7
2. Évolutions récentes	11
2.1. Les conflits ayant une influence sur le secteur de l'éducation et leurs conséquences	11
2.2. Les conflits ou tensions internes propres au secteur de l'éducation	15
2.3. L'état de l'offre éducative et son appréciation par les communautés.	18
L'école publique	18
L'école coranique	20
Les medersas	20
Remarques complémentaires	21
3. Opportunités pour la paix	22
3.1. Acteurs intervenant dans la gestion du système éducatif	22
3.2. Opportunités découlant des réalités locales	23
4. Capacités pour répondre aux conflits/L'analyse de « Ne Pas Nuire »	29
4.1. Conflit des extrémistes radicaux	29
4.2. Conflit ethnique	30
4.3. Conflit sur la gestion des ressources naturelles	30
4.4. Offre éducative	30
4.5. Conflits internes au système d'éducation	31
5. Conclusions et recommandations	32
5.1. Recommandations	32

## Résumé exécutif

---

### Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet visant à rétablir un environnement favorable à la scolarisation des enfants dans les régions du Centre et du Nord du pays, Search For Common Ground (Search) a réalisé un conflit scan dans 11 cercles au sein de 4 régions : Mopti (Mopti, Djenné, Koro) ; Gao (Gao, Bourem, Ansongo) ; Ségou (Niono, Macina) ; Tombouctou (Goundam, Tombouctou, Gourma Rharous). Ce conflit scan vise à offrir un instantané de la situation des dynamiques communautaires autour des conflits ayant des conséquences sur le secteur de l'éducation, afin de guider les interventions à réaliser dans le cadre du projet. Dans chaque site ont été réalisés 6 focus group et environ 10 entretiens clés, pour un total de 923 personnes consultées.

### Évolutions récentes

De façon générale, il apparaît que l'intérêt pour la question de l'éducation est très élevé dans toutes les zones et chez tous les acteurs. Il faut également souligner que les réalités diffèrent fortement d'une région, voire d'une localité, à une autre. Les résultats sont présentés de la façon suivante :

1. Conflits externes au secteur de l'éducation mais influençant de façon substantielle, et leurs conséquences ;
2. Conflits internes au secteur de l'éducation ;
3. Situation éducative : offre et préférences.

(1) Pour le premier point, les principaux conflits sont ceux liés à l'activité des groupes extrémistes radicaux, le conflit ethnique et enfin le conflit sur la gestion de ressources naturelles. Le conflit ethnique et celui sur la gestion des ressources naturelles sont ceux sur lesquels Search peut intervenir, alors que celui relatif à l'activités des extrémistes radicaux doit absolument être mieux analysé au niveau local car il influence fortement ce qui peut être réalisé en termes d'éducation, mais échappe davantage à la sphère d'influence de Search. En termes de conséquences, celles-ci se déclinent en : insécurité, déplacement, abandon de l'école ; crainte et psychose ; accroissement des tensions intercommunautaires ; crise économique, sentiment d'abandon par l'État ; et départ des projets. (2) Les conflits internes au secteur de l'éducation sont nombreux, principalement entre parents, enseignants, Comités de Gestion Scolaire (CGS), mais incluant également autorités locales, fonctionnaires de l'éducation et élèves. D'autres défis substantiels ont également été identifiés, comme une violence accrue chez les élèves, le désengagement perçu des parents et autres membres de la communauté, les questions de cantine scolaire et la baisse rapportée de la qualité de l'enseignement. (3) Enfin, en termes d'offre éducative, les principales citées sont l'école publique qui garde une place de choix, suivi des écoles coraniques ou des médersas selon les lieux. Certaines localités mettent d'ailleurs la médersas et l'école coranique en premier choix.

## Opportunités pour la paix

De nombreux acteurs sont cités, dont en premier lieu les Comités de Gestion Scolaire (CGS) et les Associations des Mères d'Elèves (AME), suivis des autorités locales, leaders traditionnels, fonctionnaires de l'éducation, enseignants, etc. Pour les principaux acteurs sont également rapportées les faiblesses identifiées lors des consultations. Des consultations ressortent des suggestions afin d'élargir les dialogues au sujet de l'éducation à des acteurs qui ne sont pas techniquement strictement compétents, mais qui ont une forte influence sur les dynamiques locales, comme les leaders traditionnels et les leaders religieux. Il est également explicité comment Search peut aborder les différents niveaux d'analyses, en mettant la priorité sur les tensions ethniques et les modalités de soutien de l'offre éducative.

## Recommandations

L'ensemble des recommandations proposées ici sont adressées à Search, dans la mesure où Search est le premier récipiendaire de ce rapport. C'est ensuite à Search, sur base de ce qu'il pourra et voudra faire, de transférer ces recommandations aux autres acteurs, selon la pertinence qu'il reconnaîtra à chacune d'entre elles.

### *Au sujet des activités de dialogue communautaire :*

1. Faciliter au sein de chaque localité des analyses sécuritaires approfondies par la communauté, en distinguant le danger effectif de la peur de ce qui pourrait arriver ;
2. Faciliter au sein de chaque localité une analyse de ce que comporte en termes de risques et opportunités le phénomène des groupes d'autodéfense, et discuter avec les communautés de l'approche à adopter avec ces acteurs afin de préserver la sécurité et la cohésion sociale aussi sur le long terme ;
3. Investir dans les dialogues communautaires afin d'analyser avec les communautés quel est le soutien le plus adapté à apporter à l'éducation au niveau local, en incluant pleinement tous les acteurs dans les discussions, y compris les maîtres des écoles coraniques et des medersas, les leaders ayant une influence (religieux, ethniques, coutumier, etc.) ;
4. Remettre les CGS au centre de l'attention comme l'organe de défense de l'intérêt des enfants mandaté par la communauté et qui doit assurer une transparence et une redevabilité envers cette même communauté ;
5. Encourager et appuyer techniquement les dynamiques portées par les mères d'élèves ;
6. Dans les zones insécurisées où est le danger est effectif, et où les écoles publiques ne peuvent pas être rouvertes, définir avec la communauté les alternatives possibles au niveau local (medersa, coranique, métier, alphabétisation, etc.) ;
7. Analyser de façon spécifique par localité l'ampleur du problème lié aux enfants déscolarisés depuis longtemps, surtout au nord, et développer les chemins alternatifs temporaires ad hoc ;
8. Inclure dans les discussion communautaires la question de la cantine scolaires, afin de voir si et comment une cantine scolaire peut fonctionner en absence d'appui externe continu.

**Au sujet de la mobilisation des enfants comme acteurs de la paix :**

9. Faire ressortir des enfants, par des jeux, dessins, théâtres, leurs peurs en termes sécuritaires et leurs préjudices vis-à-vis des autres groupes ethniques. Travailler à la déconstruction de ces schémas, en les aidant à séparer le vrai du faux ;
10. Si cela est acceptable pour la communauté dans le contexte actuel, préparer avec les enfants un spectacle théâtrale sur les préjudices interethniques et la cohabitation sociale ;

**Au sujet des activités de sensibilisation communautaire :**

11. Concentrer les efforts sur la réduction des amalgames, préjudices et méfiances inter ethnique en rappelant les aspects qui rapprochent les groupes en tension (histoire, pratiques et traditions communes), et en déconstruisant les histoires antagonistes qui ont été développées afin de cimenter l'opposition. Le théâtre et les jeux de rôle peuvent être des outils efficaces ;

**Au sujet des messages à véhiculer pour les activités de programme radios :**

12. Former les journalistes à un traitement neutre et objectif de l'information, basé sur les faits ;
13. Former les journalistes et les accompagner dans la production de sketch ou reportages sur les amalgames et préjudices qui se sont construits entre les ethnies ;

**Au sujet d'un plaidoyer à effectuer ainsi qu'un d'un soutien à apporter au Ministère et services de l'éducation et de l'enseignement :**

14. Dans les zones où la sécurité est suffisante (présence des autorités et volonté des parents de renvoyer les enfants à l'école publique), travailler avec les Ministères et les services concernés afin de favoriser le retour des enseignants, les anciens si possibles ou des nouveaux remplaçants, par exemple des contractuels locaux si les anciens refusent, remplaçants qui devront être formés et accompagnés ;
15. Travailler avec les ministères, services et entités concernées afin d'offrir aux medersas les mêmes possibilités de soutien et collaboration que celles dont bénéficient les écoles publiques, en termes d'accompagnement technique et d'appui financier afin de réduire la marginalisation dont elles sont considérées faire l'objet ;

**Au sujet de messages de plaidoyer à développer envers les Gouvernement du Mali et ses partenaires techniques et financiers :**

16. Développer une stratégie de plaidoyer avec d'autres acteurs afin de faire évoluer l'approche adoptée par l'État Malien et les autres États partenaires dans la lutte contre le « terrorisme » ;

17. Concentrer les actions sur les attaques militaires et la répression ne répond absolument pas aux causes qui ont porté à la situation actuelle. L'approche adoptée ignore et laisse s'envenimer les mécontentements dans lequel le « djihadisme » trouve sa source. Les questions d'inclusion, bonne gouvernance et transparence, et opportunités économiques sont essentielles à traiter.

**Au sujet de ce que les agents de Search et ses partenaires doivent garder à l'esprit et prendre en compte dans leur travail afin d'assurer le respect du principe de ne pas nuire :**

18. Prendre connaissance de l'ensemble du contenu de ce scan et le discuter afin d'en avoir une compréhension partagée et d'explicitier les éventuels doutes ou désaccords ;
19. Éviter absolument les généralisations, Baser ses analyses sur des faits et déconstruire les rumeurs ;
20. Approfondir autant que possible la connaissance de chacune des localités, étant donné que les réalités sécuritaires, communautaires et éducatives varient fortement ;
21. Continuer l'approche de dialogue communautaire car elle met la communauté au centre de l'analyse et du développement des solutions, en rendant cette approche encore plus inclusive et en portant une attention à la participation effective de tous les porteurs d'intérêt, y compris les acteurs qui pourraient avoir tendance à s'auto exclure (par exemple les Peuls) ;

## 1. Contexte

---

### 1.1. Introduction

Search for Common Ground est un organisme international à but non lucratif qui favorise le règlement pacifique des conflits dans de nombreux pays, dont au Mali. Le Mali est, depuis la crise politico sécuritaire de 2012, plongé dans une instabilité à laquelle les autorités centrales peinent à répondre. L'absence de l'État sur des pans entiers du territoire, comme dans plusieurs villages de Djenne, à quelques kilomètres du chef-lieu<sup>1</sup>, se traduit par l'absence des services sociaux de base, une méfiance accrue envers les institutions étatiques, et une détérioration exponentielle de la cohésion sociale. La crise, commencée dans les régions du nord, s'est désormais étendue au centre du pays avec l'émergence d'une multitude de bandes armées, à la fois des groupes extrémistes violents et des milices villageoises, dont les exactions contribuent à l'installation d'un climat de peur et de méfiance à tous les niveaux et notamment envers les écoles laïques, prises pour cibles par les groupes se réclamant du djihad. Cette situation prive de nombreux enfants de l'accès à l'éducation : plus de 300,000 enfants vivent dans les communes où les écoles sont non fonctionnelles. Au mois de décembre 2017, 657 écoles étaient fermées à travers le pays, dont plus de la moitié dans la région de Mopti (409)<sup>2</sup>.

C'est dans ce cadre que Search met en œuvre un projet d'un an, commencé en mars 2018 et intitulé « *Ensemble, semons les graines de la paix ! Promouvoir la cohésion sociale et le développement d'un environnement favorable à la scolarisation des enfants dans les régions du Centre et du Nord du Mali* » financé par Unicef. Et implémenté dans 11 cercles au sein de 4 régions (Mopti, Gao, Ségou, Tombouctou), le projet vise à rétablir un environnement favorable à la scolarisation des enfants des régions affectées à travers plusieurs activités : (a) l'information et la sensibilisation des communautés cibles vis-à-vis des solutions alternatives à la déscolarisation ; (b) l'ouverture d'un dialogue communautaire sur l'offre éducative à proposer, développer ou renforcer ; (c) l'apport aux enfants des zones cibles des compétences pour la participation dans les domaines de la résolution des conflits, de la cohésion sociale, des compétences de vie courante et de l'estime de soi.

### 1.2. Objectif du diagnostic de conflit et méthodologie adoptée

Parmi ses différents outils, Search dispose du conflict scan, qui est une analyse rapide et brève des dynamiques communautaires autour des conflits sur un sujet précis et dans un cadre spatio-temporel bien délimité, dont l'objectif est d'aider à mieux définir les activités du projet afin de créer un environnement de paix profitable à tous. Les objectifs de ce conflict scan sont les suivants : (a) Comprendre l'évolution et les dynamiques de conflits et les initiatives de paix dans les zones du projet ; (b) Recueillir des informations sur les changements nécessaires à opérer dans les interventions de consolidation de la paix ; (c) Assurer que SFCG et/ou les autres acteurs suivent les principes « Ne pas nuire et la sensibilité aux conflits ».

L'équipe de Search a développé pour ce faire une méthodologie quantitative et réalisé la récolte des données au mois de Juillet 2018. Celle-ci a eu lieu dans les cercles suivants : Mopti (Mopti, Djenné, Koro) ; Gao (Gao, Bourem, Ansongo) ; Ségou (Niono, Macina) ; Tombouctou (Goundam, Tombouctou, Gourma Rharous). Dans chacun des douze cercles ont été réalisés 6 focus group et une dizaine d'entretiens clés.

---

<sup>1</sup> Consultations à Djenne, rapportés par le chef d'équipe ; TDR du scan de conflit.

<sup>2</sup> TDR Scan de conflit éducation Mali, Search.

**Tableau 1 : Nombre de personnes consultées par catégorie et par région.**

	Ségou	Mopti	Gao	Tombouctou	Total
FGD filles	30	45	45	45	165
FGD garçons	30	45	45	45	165
FGD mères d'élèves	30	45	30	20	125
FGD parents d'élèves	30	45	45	20	140
FGD enseignants	20	30	45	30	125
FGD leaders communautaires	20	30	45	30	125
KII DAE (Directeur de l'Académie de l'Enseignement) <sup>3</sup>	2	2	2	2	8
KII CAP (Directeur du Centre d'Animation Pédagogique)	2	3	4	3	12
KII Conseiller Pédagogique	2	3	4	3	12
KII Conseiller Communal	2	3	3	3	11
KII Président CGS	2	3	3	3	11
KII Syndicat Enseignant	2	3	2	3	10
KII 2 Organisations Non Gouvernementales (ONG)	4	6	2	2	14
<b>Total</b>	<b>176</b>	<b>263</b>	<b>275</b>	<b>209</b>	<b>923</b>

Au sein de chaque cercle a été sélectionnée une localité, en concertation avec le Directeur du Centre d'Animation Pédagogique (DCAP), sur base du degré par lequel celle-ci est touchée par les conflits particulièrement dans le domaine de l'éducation, et de son accessibilité. Ainsi les localités suivantes ont été visitées au sein des cercles :

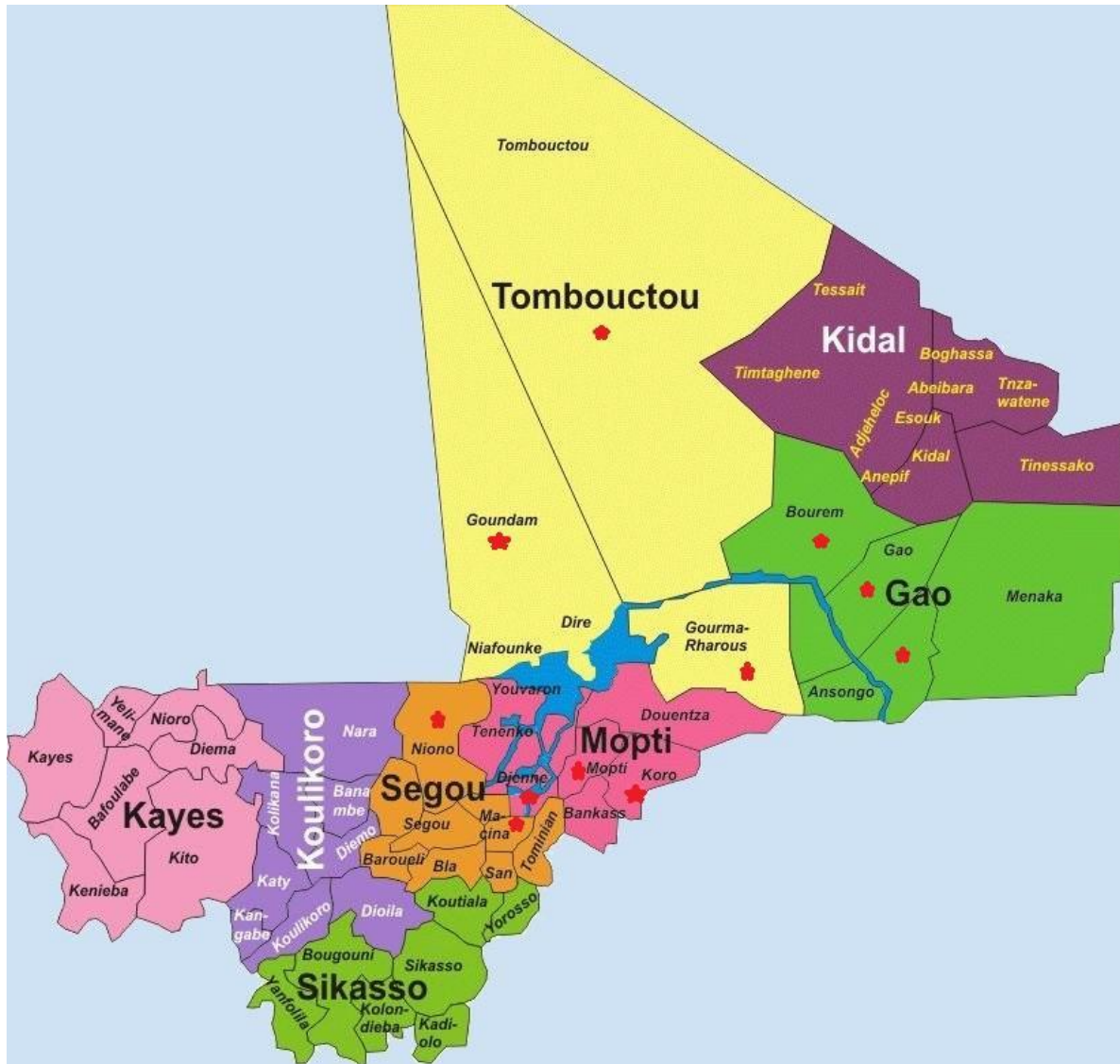
- Ségou : Niono (Sokolo) ; Macina (Kama)
- Mopti : Mopti (Fatoma) ; Djenné (Djenné) ; Koro (Koro)
- Gao : Gao (Anchwadji : Djebock) ; Ansongo (Tessit) ; Bourem (Bourem Ville)
- Tombouctou : Tombouctou (Alafia) ; Rharous (Rharous) ; Goundam (Goundam)

**Carte 1 : Carte du Mali présentant les régions et les cercles.**

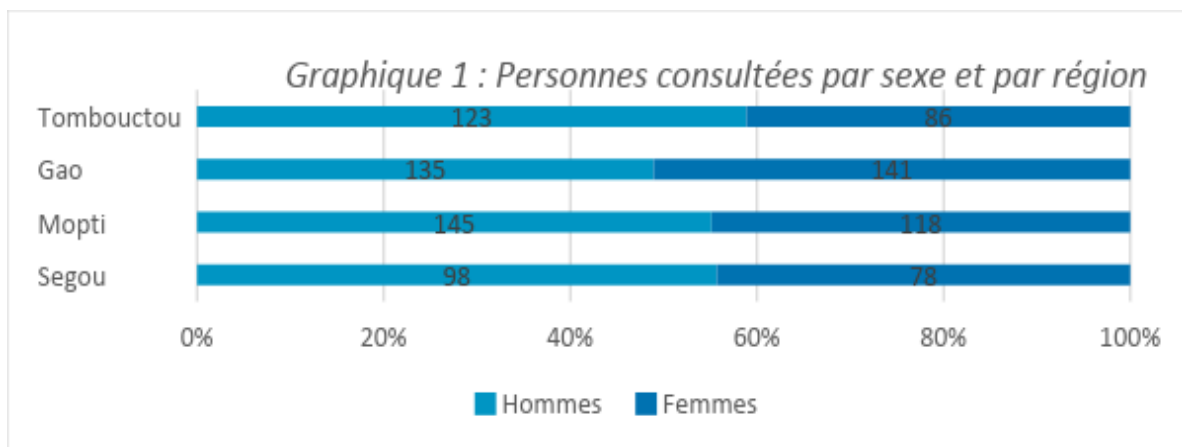
Les étoiles rouges indiquent les cercles où a été menée la récolte des données pour le présent scan de conflit.

<sup>3</sup> Ou son chef de division

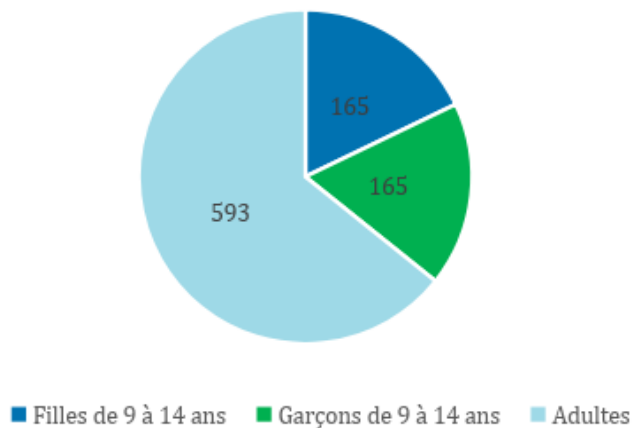




Le graphique ci-dessous donne le détail des personnes consultées par sexe et par région.



*Graphique 2 : Personnes consultées par âge*



Il doit être signalé qu'un problème logistique a entraîné la perte d'une partie des données récoltées, principalement pour la région de Tombouctou. Grâce à des efforts collectifs il a toutefois été possible de produire la présente analyse. La consultante a donc basé son travail sur les données récoltées disponibles, une revue de la littérature pertinente, quelques entretiens complémentaires et surtout des séances de travail avec les agents ayant procédé en juillet 2018 à la récolte des données sur terrain.

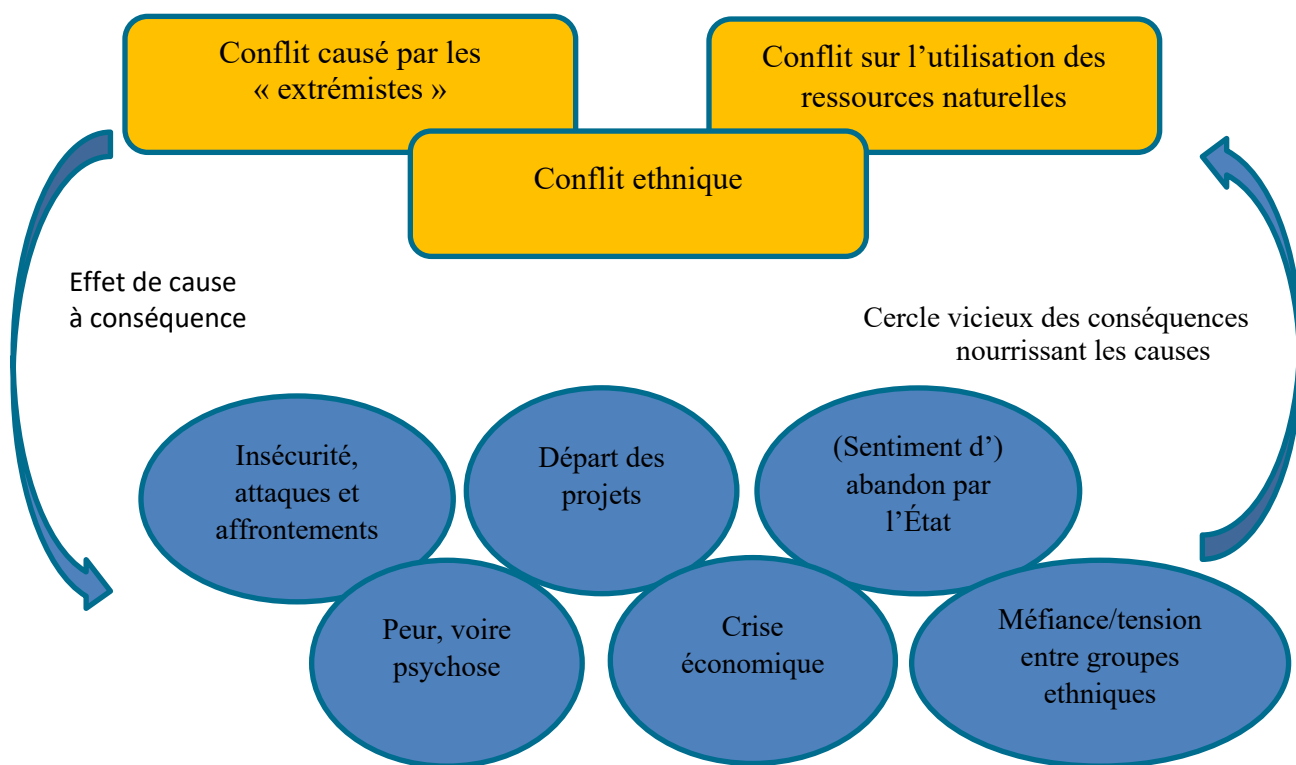
## 2. Évolutions récentes

Cette partie présente les résultats des analyses en trois parties : (1) les conflits identifiés ayant une influence sur le secteur de l'éducation et leurs conséquences ; (2) les conflits ou tensions internes propres au secteur de l'éducation et (3) l'état de l'offre éducative et son appréciation par les communautés. Dans un premier temps sont dégagées les tendances communes aux 4 zones, et ensuite, si pertinent, les spécificités par zone sont détaillées.

### 2.1. Les conflits ayant une influence sur le secteur de l'éducation et leurs conséquences

De façon schématique, les conflits et les conséquences suivantes peuvent être retenus.

Schéma 1 : Principaux conflits et principales conséquences



Afin de compléter la lecture du schéma précédent, le tableau ci-dessous donne davantage de détails sur chacune des catégories.

Type de conflit	Description, y compris acteurs concernés	Zones et gravité rapportée	Commentaire
<b>Conflit dû à la présence de groupes armés et notamment de groupes dits</b>	La présence et l'activité des groupes armés dont des groupes dits djihadistes sont rapportées dans les 4 régions. Alors qu'au Sud les groupes « djihadistes » sont ceux dont il est le plus	<b>Niono : +++</b> <b>Macina : +++</b>	Ce conflit est moyennement récent dans la mesure où il est né avec l'apparition de ces groupes dans la suite de la crise de 2012, tout d'abord dans les régions du Nord, puis s'est étendu vers le Centre dans les dernières

<p><b>« extrémistes violents »<sup>4</sup></b></p>	<p>souvent question, au Nord il s'agit davantage de groupes armés en général. Les groupes « djihadistes » se manifestent à travers des attaques envers la Minusma, l'armée malienne et les autres symboles de l'État tels que l'administration locale. Ils ciblent également de façon spécifique les écoles, particulièrement celles publiques, ainsi que des individus perçus comme « complices » de l'Etat malien. Ils combattent parfois également contre les milices d'autodéfenses formés par de nombreux groupes ethniques.</p>	<p><b>Djenné : +++</b>  <b>Koro : +++</b>  <b>Mopti : +++</b></p> <p><b>Djebock: ++</b>  <b>Tessit: +++</b>  <b>Bourem: ++</b></p> <p><b>Alafia: -</b>  <b>Rharous: -</b>  <b>Goundam : -</b></p>	<p>années, où il sévit sévèrement. S'il n'est pas physiquement présent partout, il l'est psychologiquement dans la mesure où une attaque dans un village influe fortement sur le moral des villages voisins.</p> <p>Dans les régions du centre l'expression « djihadiste » tend à être utilisée très facilement dans toute circonstance, sans trop porter attention à ce qui est désigné exactement, ni sans que sans définition soit claire. Elle est donc à prendre avec précaution.</p>
<p><b>Conflit sur l'utilisation des ressources</b></p>	<p>Cette désignation indique tous les conflits ayant pour objet la confrontation entre différents utilisateurs et utilisations de ressources naturelles, que celles-ci soient l'eau, la terre, ou des zones particulièrement précieuses comme les pâturages et les bourgoutières. Il s'agit en général d'utilisateurs s'affrontant dans des situations diverses :</p> <p>(a) Le plus souvent c'est au sujet de la divagation des animaux des uns abimant ou détruisant les cultures des autres ;</p> <p>(b) L'utilisation d'espaces communs importants, comme les pistes de passage des animaux, les pâturages, les bourgoutières les points d'eau, etc ;</p> <p>(c) Enfin des questions de propriété foncière, où plusieurs prétendants réclament des droits non compatibles sur une même parcelle.</p>	<p><b>Niono : ++</b>  <b>Macina : +++</b></p> <p><b>Djenné : ++</b>  <b>Koro : ++</b>  <b>Mopti : ++</b></p> <p><b>Djebock: +</b>  <b>Tessit: +</b>  <b>Bourem: +</b></p> <p><b>Alafia: +</b>  <b>Rharous: +</b>  <b>Goundam : +</b></p>	<p>Ces conflits sont très anciens, les différentes utilisations des mêmes ressources ayant toujours coexisté. Ils sont toutefois devenus plus nombreux à cause notamment de l'augmentation de la population et des effets du changement climatique. Leur gestion est aussi devenue plus laborieuse, car les instances locales qui s'en occupaient auparavant sont parfois débordées.</p> <p>Souvent les personnes consultées et les enquêteurs faisaient référence à ces conflits avec le terme « conflits intercommunautaires ». Cela peut être trompeur dans la mesure où originellement dans ces situations, « la communauté » de référence n'est pas un groupe ethnique mais une certaine utilisation de l'espace. L'objet du conflit est la ressource naturelle, et « communautaire » renvoie à : communauté d'éleveurs, d'agriculteurs, et dans une moindre mesure de pêcheurs. Ces communautés professionnelles recourent parfois/souvent les groupes ethniques, mais pas toujours, et l'ethnie en soi n'est pas l'objet conflictuel. Le contexte actuel d'insécurité et de faiblesse de l'Etat est propice aux règlements de compte.</p>

<sup>4</sup> L'expression de « djihadiste » est reprise ici lorsqu'elle est utilisée directement par les personnes consultées. Sinon en termes d'analyse, il lui est préférée l'expression d'« extrémiste violent ».

<b>Conflit ethnique</b>	Le conflit ethnique existe et se développe dans l'ensemble des régions, avec toutefois une intensité particulière dans les zones du centre. Il se manifeste sous différentes formes, de simples mésententes, jusqu'aux affrontement physiques entre individus ou groupes pouvant entraîner des morts. Les parties s'affrontant sont le plus souvent les peuls contre une autre ethnie, notamment les dogons, mais pas seulement, cela dépend des localités. Quasiment au sein de chaque communauté s'est constituée une milice d'autodéfense, qui combat contre les groupes « djihadistes » et les autres groupes armés, surtout les milices d'autodéfense des autres groupes ethniques. Ces groupes d'autodéfense mènent des attaques contre les autres communautés ethniques, et parfois volent et pillent leur propre communauté.	<b>Niono : ++</b> <b>Macina : +++</b>	Le conflit ethnique, ou les tensions ethniques, sont les plus récentes et les plus alarmantes. Elles résultent en fait de la combinaison des deux conflits précédemment indiqués, et de l'effet boule de neige que leur non règlement provoque, s'alimentant de leurs propres conséquences. Les Peuls sont souvent, notamment à Mopti et encore plus à Ségou, assimilés aux « djihadistes », et donc rangés dans le bac des accusés à ce titre. L'amalgame est très présent dans les discours. Si un fait divers se passe (un vol, une dispute, une agression) l'ethnie en devient la clé de lecture. Si X a été attaqué, vu qu'il est de telle ethnie, alors l'agresseur est certainement de l'ethnie Y, et donc toute son ethnie est considérée responsable. Ce qui aboutit parfois à des expéditions punitives produisant dégâts humains (morts et blessés) et matériels.
		<b>Djenné<sup>5</sup> :+++</b> <b>Koro<sup>6</sup> :+++</b> <b>Mopti : ++</b>	
		<b>Djebock: ++</b> <b>Tessit: ++</b> <b>Bourem: +++</b>	
		<b>Alafia: +</b> <b>Rharous: +</b> <b>Goundam: +</b>	

Légende	
Couleur par région	Symbole par cercle/localité
Rouge : très grave	+++ : très grave
Orange : Grave	++ : grave
Jaune : Moyennement Grave	+ : moyennement grave
	- : peu grave

Parmi **les causes de ces conflits**, les mêmes facteurs sont identifiés : la pauvreté ; le chômage ; l'absence d'opportunités et perspectives pour les jeunes ; l'absence ou la faiblesse de l'État, ainsi que ses représentants et des services sociaux qu'il doit assurer ; la mauvaise gouvernance ; la corruption réelle ou perçue des autorités, services de l'État et personnes fortunées ; et la négligence (des autorités notamment) face à des problèmes qui se détériorent progressivement.

<sup>5</sup> Entre Peuls et Bambara

<sup>6</sup> Entre Peuls et Dogons

**Schéma 2 : Aperçu des conséquences concrètes de ces conflits**

Attaques et affrontements provoquent une **INSECURITE** qui cause :

- L'interruption des cours
- Le départ des enseignants
- La fermeture des écoles
- Le départ des familles
- L'envoi des enfants dans d'autres écoles dans autres villages/ville
- Le retrait complet des enfants de l'école

La nouvelle des attaques et affrontement subis par d'autres (par ex. les villages voisins) crée une **PEUR** très forte, régulièrement désignée par le terme de **PSYCHOSE** par les personnes consultées, qui entraîne les mêmes effets que l'insécurité elle-même. Les médias jouent un rôle alarmiste et accroissent la peur.

**MEFIANCE ET TENSIONS INTERCOMMUNAUTAIRES** croissent, et deviennent rapidement un conflit à part entière. Cela touche surtout les adultes, mais les enfants sont perméables et rapportent avoir peur que quelque chose arrive, même lorsque la menace ne semble pas directe. Cela entraîne la réduction de la fréquentation des cours.

Sentiment des populations et acteurs locaux **D'AVOIR ETE ABANDONNES PAR L'ETAT**, qui n'assure pas la sécurité, et abandonne la population dans la difficulté. Dans un souci d'assurer leur propre sécurité, plusieurs milices communautaires d'autodéfense ont été créés. Cela entraîne une déception, une rancœur voire une hostilité envers l'Etat.

**CRISE ECONOMIQUE ET CONTRACTION DES REVENUS** des populations, due à une réduction des activités, elle-même dû à une réduction des mouvements des personnes habitant ou fréquentant les zones concernées. En outre des aléas naturels peuvent empirer cette situation, par exemple une sécheresse, une mauvaise saison de pêche, etc. Cela résulte en des majeures difficultés à subvenir à ses besoins, y compris les dépenses liées à l'éducation.

Suspensions des activités dans les zones insécurisées voir **DEPART DES PROJETS**, ce qui peut aboutir pour les écoles à une réduction en termes de matériel (meubles de classe, kits scolaires, cantines, huile, etc), de financements, de renforcement de capacités, d'accompagnement et de suivi. Cette conséquence vient aggraver les précédentes (crise économique, sentiment d'abandon, etc).

La couleur rouge représente les conséquences les plus graves, en jaune, celles moins graves mais toutefois importantes.

Quelques remarques complémentaires :

- **Les conséquences sont souvent plus marquées pour les filles que pour les garçons.** Cela résulte de deux facteurs : d'une part la scolarité des filles est généralement vue comme moins importante

que celle des garçons, d'autre part elles sont vues comme plus vulnérables et à risque (d'être enlevées ou violées). Ainsi, en période d'instabilité les familles vont plus facilement décider de les garder à la maison au détriment de leur scolarité. Comme l'a dit une mère d'élèves de Mopti, « *s'il n'y a pas d'école, il y'a quand même les maris* ».

- **Les conséquences peuvent varier selon les ethnies.** Par exemple, les Peuls sont dans une situation particulière : étant donné le nombre important de jeunes Peuls dans les groupes « djihadistes », <sup>7</sup> un fort ressentiment s'est développé contre l'ensemble de cette communauté, surtout à Mopti et Ségou, et l'amalgame Peul/Djihadistes est souvent fait par une partie (importante) de la population. La sécurité des Peuls est donc particulièrement compromise : ils sont encore plus isolés des autres qu'ils ne l'étaient auparavant, les familles se sont davantage déplacées (comme à Koro où ils sont partis dans des camps de déplacés) et plus d'enfants ont été retirés de l'école. Enfin, même lors de la collecte de données de cette enquête, ils ont parfois été peu représentés car non présents sur les sites (alors qu'ils y vivaient auparavant), ce qui est notamment le cas de Ségou et Mopti. Globalement, il est rapporté que parmi les communautés en conflit, ce sont celles qui se perçoivent comme minoritaires qui ont fui le plus et sont le moins revenues<sup>8</sup>, y compris à l'école.<sup>9</sup> Dans les régions du Nord les « peaux rouges » ou « peaux claires » semblent être dans une situation similaire.
- A Tombouctou, il a été rapporté plusieurs fois par l'ensemble des focus réalisés que des « *crises d'angoisse des filles en classe* »<sup>10</sup> perturbent fortement les cours. Il semblerait que ces faits ne soient pas (particulièrement) des traumatismes dus au contexte, mais qu'ils aient été provoqués notamment par de la consommation de Tramadol, un médicament antidouleur à base d'opium très addictif.

## 2.2. Les conflits ou tensions internes propres au secteur de l'éducation

Outre les conséquences de conflits généraux dans le domaine de l'éducation, ce secteur souffre également de conflits qui lui sont propres.

---

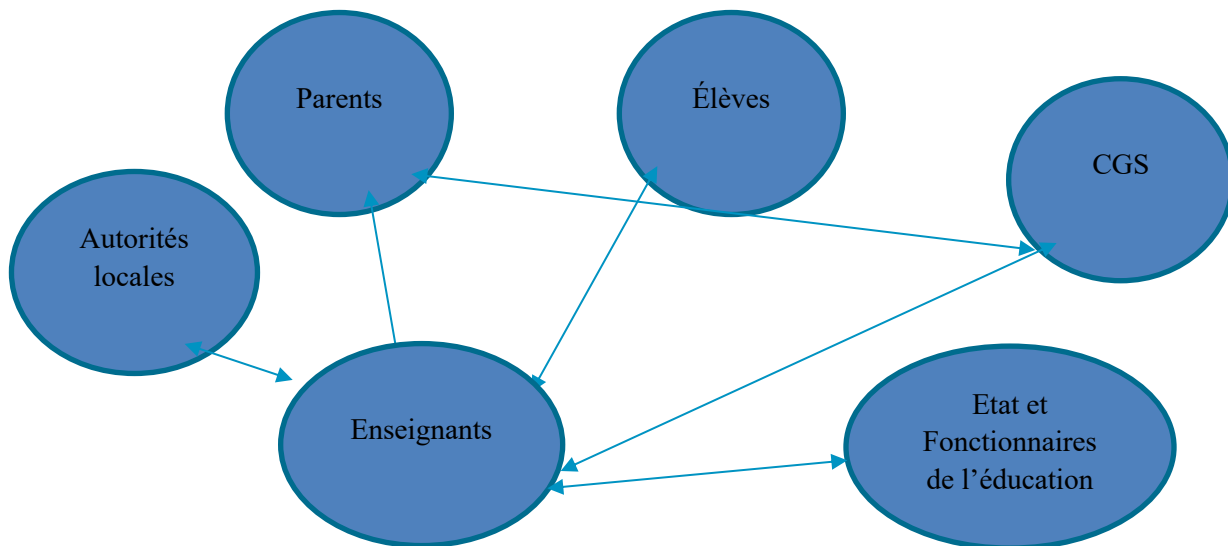
<sup>7</sup> Adam Thiam, « centre du Mail : enjeux et dangers d'une crise négligée », mars 2017 ; International Alert, Policy brief « Ils nous traitent tous comme des djihadistes », décembre 2016 ; ICG « Mali central : la fabrique d'une insurrection ? », juillet 2016 ;

<sup>8</sup> FGD Filles, Goundam, Tombouctou

<sup>9</sup> FGD Enseignants Goundam, Tombouctou

<sup>10</sup> FGD Mères d'Elèves de Goundam, FGD Filles de Goundam, FGD Enseignants de Goundam, FGD Garçons de Rharous

Figure 2 : Représentation des conflits entre les acteurs du secteur de l'éducation



Comme le montre le schéma ci-dessus, les conflits au sein du secteur de l'éducation sont nombreux. Les conflits les plus cités sont les suivants :

- **Conflits entre les Comités de gestion scolaires (CGS) et autres acteurs**, en premier lieu les parents et les enseignants. Ils portent en général autour des questions suivantes : accusation de mauvais fonctionnement du CGS, inaction du CGS sauf lorsqu'il y a des dons et des aides de projets à gérer et donc un potentiel gain économique personnel, suspicions de vol ou détournement d'aides reçues, comme par exemple la nourriture reçue pour le fonctionnement des cantines ;
- **Conflits entre enseignants et autres acteurs**, notamment les autorités locales, les fonctionnaires de l'administration scolaire, et les parents. Les enseignants sont accusés, dans certaines localités, d'abandon de poste injustifié, c'est-à-dire que l'insécurité ne serait pas assez grave pour qu'elle explique effectivement leur refus de se rendre sur place. Dans certains cas, il y a même des allégations contre les enseignants les accusant d'avoir déserté leur poste afin d'aller en ville réaliser des travaux mieux rémunérés, par exemple dans des ONG (Bourem). Ils sont aussi parfois indexés pour des mauvais traitements envers les élèves (Kama)<sup>11</sup>, que ce soit parce qu'ils les battent, ou parce qu'ils font la cour aux filles (Bourem<sup>12</sup>). Il est aussi souvent reproché le trop bas niveau des enseignants.
- **Conflits entre parents et les autres acteurs**, notamment les enseignants et les autorités locales, qui reprochent aux familles leur manque d'engagement et de suivi de l'éducation de leurs enfants, et regrettent ce qu'ils considèrent comme un désintéressement pour l'éducation des enfants.

**Moins en termes de conflits mais plutôt en termes de reproches ou de défis**, les éléments suivants sont rapportés :

<sup>11</sup> FGD Filles de Kama ; FGD mères de Kama

<sup>12</sup> FGD Filles de Bourem



- Il est parfois **reproché aux élèves** (par les parents, les autorités, les enseignants, les leaders) **de manquer de respect aux adultes**, y compris aux enseignants. Il arrive que des élèves utilisent la violence contre les enseignants, notamment à Gao, par exemple lorsqu'un élève est frappé par un enseignant. Ou lorsqu'il se sent maltraité, il peut arriver qu'il réponde en agressant et « punissant » l'enseignant. Ceci est un phénomène apparu à la suite de la crise de 2012, car à cette époque et depuis lors les élèves ont été exposés à de nombreux épisodes de violence extrême, ce qui a banalisé son utilisation dans la vie quotidienne.
- Les **populations (parents, enseignants, enfants, leaders) reprochent à l'État (autorités, services) d'être absent**, de ne pas jouer son rôle, de ne pas assurer la sécurité qui est un préalable à toute chose, et de ne pas s'intéresser à ce qui se passe.
- Les **autorités locales sont aussi parfois accusées de politiser le CGS**, ou de l'utiliser pour en tirer profit (économique, politique) au détriment de sa mission réelle de gestion des problèmes liés au milieu scolaire. Dans quelques cas il y a également des soupçons de détournement (d'une part) de l'argent devant payer le salaire des enseignant (Gao).
- **La cantine scolaire** a souvent été mentionnée comme un aspect manquant et regretté, dont la cessation (ou l'absence) des activités a réduit la fréquentation des élèves. Elle dépend malheureusement toujours des autres acteurs de l'éducation tels que l'État dans de rares cas, et surtout les partenaires au développement (Unicef, ONGs). Il y a apparemment eu dans le passé de nombreuses découvertes de détournement des aliments fournis à ces cantines, ce qui a entraîné la restriction et la réduction des appuis selon des règles strictes.
- La **prise en charge des divers frais liés à la scolarité de l'enfant**, dans l'ensemble des centres d'enseignement bien que dans des proportions différentes, est également un aspect déterminant. L'école publique est appréciée pour son principe de gratuité, malgré la contribution régulière que les parents doivent payer appelée « *coopérative* » qui vise à assurer les petites dépenses de fonctionnement quotidien de l'école. La rémunération des enseignants des écoles communautaires incombe partiellement aux parents, ce qui est regretté, comme par exemple à Kama<sup>13</sup> où les parents, faute de revenus, n'ont pas pu assurer le paiement de leur part de salaire, et l'enseignant est parti et les cours se sont arrêtés. Il a parfois été rapporté lors de quelques entretiens que, dans des rares cas, des parents devaient également contribuer pour prendre en charge le salaire d'enseignants de l'école publique, sans que les conditions de cette situation ne soient tout à fait claires. Les enseignants de l'école publique sont normalement entièrement pris en charge par L'État, donc cette situation ne devrait pas exister, mais étant donné qu'elle a été rapportée à plus d'une reprise, il en est fait état ici, en sachant que cette allégation reste à vérifier.
- Le syndicat des enseignants a reproché aux autorités le refus de paiement de salaires de certains enseignants absents pour des raisons d'insécurité dans le cercle de Goundam des zones, ce qui favorise souvent l'abandon des écoles par certains enseignants.
- Enfin, de nombreux interlocuteurs et en premier lieu, les parents ont fait état de leur préoccupation quant à ce qu'ils perçoivent être une **réduction de la qualité de l'éducation**. En lien avec ce point, a été évoquée la question de la **méthode dite « syllabique » versus la méthode dite « curriculum »**. Il apparaît que la majorité des personnes consultées préfèrent la méthode syllabique (en français) car ils considèrent l'autre (qui intègre la langue locale), comme limitée et source de confusion pour les enfants.

---

<sup>13</sup> Ecole communautaire de Kama, commune de Macina

- **L'absence ou l'éloignement des points d'eau** a également été identifié comme un facteur pouvant réduire la scolarité des enfants, étant donné que si les parents y envoient les enfants pour aller la chercher (comme à Kama, Sokolo, Djebock), les soustrayant ainsi de l'école.

### 2.3. L'état de l'offre éducative et son appréciation par les communautés.

En termes d'offre éducative, l'essentiel des échanges ont porté sur l'école publique, l'école coranique et les médersas. Quelques autres possibilités ont de façon plus ponctuelle été mentionnées, comme les écoles privées, les centres d'alphabétisation, les CDE<sup>14</sup> et l'école des métiers.

Le premier aspect qui ressort des échanges avec les personnes consultées et le **fort intérêt pour l'éducation, dans toutes les localités et chez toutes les catégories d'acteurs consultés**. Malgré les faiblesses de chacun des systèmes éducatifs existants, et malgré les défis posés par le quotidien, d'une part par le facteur sécurité et d'autre part par le facteur économique, l'éducation des enfants est un sujet essentiel pour tous.

Les personnes **consultées présentent plusieurs attentes vis-à-vis** du système éducatif :

- Apprendre à lire et à écrire, en français et en arabe ;
- Pouvoir prendre en charge les parents ;
- Sortir de la pauvreté, avoir un bon travail : devenir patron, fonctionnaire, ministre, etc ;
- Connaître la religion et être un bon musulman ;
- Devenir des personnes responsables et respectables, par exemple comme le disent les leaders de Djenné : « *Nous espérons que nos enfants seront des bonnes personnes car on fait tout pour eux donc ils ont intérêt à être gens qui feront de même pour la génération future.* »

Le Focus group des parents mixtes de Kama, Macina explique aussi que l'école aidera à éviter le manque d'enseignants.

Les tendances majeures relatives aux trois types d'enseignement les plus répandus (école publique, école coranique, medersas) sont présentées ici, tout en considérant que des tendances particulières existent par région et par localité.

#### *L'école publique*

De façon générale les écoles publiques sont le **premier choix** énoncé par la majorité des acteurs dans la plupart des localités. Les enfants, les parents, les enseignants, les leaders communautaires, et les fonctionnaires agents du secteur de l'éducation à différents niveaux, identifient l'école publique comme le premier choix d'éducation. La plupart du temps les **raisons** énoncées sont deux :

- D'une part la grande **accessibilité en termes géographiques et financières**, étant donné que les écoles publiques existent un peu partout et bénéficient de subvention de l'État (à travers les communes) leur permettant d'avoir un coût quasi nul, mise à part la cotisation dite « *coopérative* » demandée annuellement aux parents mais dont le montant est assez réduit

<sup>14</sup> KII Conseiller Communal à l'Éducation de Koro, Mopti.

- D'autre part l'idée de **l'école comme facteur clé de l'ascension sociale** reste très imprégnée dans les esprits. L'école publique est celle où on envoie les enfants quand on veut qu'ils aient des opportunités socio-économiques meilleures, qu'ils deviennent patrons, fonctionnaires ou ministres.

De façon plus pragmatique, à Tombouctou notamment, les différents groupes consultés ont expliqué que de nos jours **tout le monde veut avoir un intellectuel dans sa famille**, ne serait-ce que pour « *avoir le même niveau d'information que tout le monde* », car la langue de l'État c'est le français et il faut pouvoir la comprendre.

Ce constat étant dressé, **deux défis majeurs** ressortent :

- D'une part, les **nombreuses faiblesses structurelles de l'école publique**, ici présentées en ordre d'importance décroissant : a) de nombreux parents ont décrit ce qu'ils considèrent être un bas niveau des enfants, dû d'après eux à un bas niveau des enseignants, aussi bien en terme de compétence que de qualité morale de ceux-ci, ce qui aboutit à une détérioration progressive de la qualité de l'éducation acquise ; b) des conditions d'enseignement difficiles dans un contexte où la structure de l'école est très précaire, le mobilier manquant, le matériel scolaire (ou kit d'enseignement) souvent réduit ou manquant ; c) une gestion de l'école manquant de transparence et d'implication de tous, souvent sacrifiée à des intérêts économiques ou politiques d'acteurs individuels ; d) une pauvreté et un chômage dont il est très difficiles de sortir et qui démontrent la fragilité du rêve d'ascension sociale.
- D'autre part, les **attaques dont font l'objet les écoles publiques et leurs enseignants en tant que symboles d'une culture « de blancs » promue par un Etat haï** par les groupes d'extrémistes radicaux. Les attaques physiques qui ont été et sont perpétrées contre les écoles et les personnes les fréquentant, sont l'aspect le plus visible d'une stratégie globale d'intimidation et de dissuasion visant à créer un état de peur générale, qui provoquerait à terme un changement de comportement de la population. Ce dernier consisterait notamment en l'abandon de l'école publique en tant qu'école de langue française, délivrant une éducation de type occidentale. Cette stratégie porte ses fruits car au-delà des personnes, écoles et villages qui ont été directement victimes de ces attaques, la peur s'est répandue de façon très large, jusqu'au point que les habitants eux-mêmes parlent de psychose se développant à cause de ce qui arrive chez les autres.

Ce dernier point d'insécurité **a abouti, comme décrit auparavant, à une fuite des enseignants, un déplacement d'une partie de la population, le retrait de l'école de certains enfants et la fermeture de plusieurs centaines d'écoles**. Ce qui paraît toutefois **surprenant est que cette conjoncture très particulière, n'a pas modifié autrement la demande éducative, dans la mesure où il ne ressort pas qu'il y ait eu un changement substantiel dans la fréquentation des autres écoles**, qu'elles soient medersas (de tout type), ou écoles coraniques.

Les écoles communautaires sont souvent assimilées aux écoles publiques : elles sont décrites comme des écoles « pansement », qui visent à combler temporairement un manque d'école publique, mais ayant vocation à être prises en charge par l'État et devenir publiques aussi rapidement que possible, afin de pouvoir bénéficier des mêmes aides que les écoles publiques.

### *L'école coranique*

Bien que cette étude ne se base pas sur des données quantitatives, et que de toutes façons peu de données précises existent sur les écoles coraniques, il semble ressortir **que les écoles coraniques viennent en deuxième position en termes d'offre éducative la plus mentionnée**, du moins par les acteurs de la communauté. Les écoles coraniques paraissent le plus souvent ne pas être considérées comme une seconde option après l'école publique, mais comme **la deuxième face d'une même médaille, comme un enseignement faisant partie intégrante de l'éducation d'un enfant**. La plupart du temps, ces deux types d'enseignements sont décrits comme complémentaires. L'école coranique est aussi généralement très accessible, dans la mesure où les maîtres coraniques sont nombreux et leurs enseignements officiellement gratuits ou peu coûteux. Parmi les intérêts de l'école coranique, il y a bien sûr le fait de "mieux connaître ma religion et être un bon musulman", mais également celui d'avoir plus de « baraka », qui peut être compris comme une bénédiction divine pouvant prendre différentes formes.

Dans les **régions de Mopti et de Ségou, l'enseignement religieux occupe une place particulièrement importante**, notamment par l'histoire et la culture spécifiques à certaines localités de ces régions. En effet, à Djenné par exemple, différents focus groups, dont les leaders communautaires et les enseignants, ont rapporté **donner prédilection aux écoles coraniques** : « *L'école coranique chez nous est moins chère que les autres écoles et son accès est plus facile car dans toutes les rues nous avons au moins deux à trois écoles coraniques et le coût est très bas, c'est l'école la plus fréquentée car ici c'est une question de culture pour nous.* » (...) « *L'école coranique est la base de tous chez nous ici nous la préférons aux autres.* » (FGD Enseignants Djenné).

### *Les medersas*

Les medersas semblent recouvrir des **réalités très différentes** selon les zones et les centres, probablement **selon leur degré de reconnaissance et d'intégration par l'État**. Une des différenciations importantes est la langue utilisée pour l'enseignement : l'arabe est la langue de base, et parfois le français y est intégré, selon différents degrés. De la part de la communauté, l'enseignement des deux langues est souvent cité comme un point positif. **Plusieurs fois il a été regretté que les medersas ne reçoivent pas la même aide que les écoles publiques de la part de l'État** : cela résulte en un coût plus élevé des medersas, ce coût étant parfois la seule cause qui oblige les parents à renoncer à envoyer leur enfant à la medersa. A ce titre les medersas sont parfois vues comme un type d'éducation discriminée, et il a été recommandé que les mêmes chances soient données à tous les enfants de pouvoir fréquenter dans les mêmes conditions tout type d'enseignement, afin que chacun choisisse librement.

**De façon spécifique à Sokolo, Kama et Mopti, et parfois à Gao, il a été déclaré que les medersas seraient le premier choix en matière d'éducation pour les enfants, s'il n'y avait pas l'obstacle du coût.** Il a aussi été expliqué que cette préférence relève aussi bien d'un véritable choix personnel pour certains, ou d'un choix « obligé » s'étant répandu dans les dernières années et mois à cause de la peur et de la pression exercées contre l'école publique. Comme l'ont expliqué les mères de Mopti : « *Toutes ces écoles sont accessibles aux communautés seulement d'autres préfèrent la medersa avec la crise sécuritaire qui sévit chez nous.* » Toutefois les medersas franco-arabes qui utilisent aussi le français comme langue d'enseignement peuvent se le voir reprocher au même titre que les écoles publiques, et être donc dans une position de fragilité vis-à-vis des attaques des radicaux, comme cela semble aussi être le cas à Mopti.

### *Remarques complémentaires*

Lorsque les enfants répondent à la question de quelle serait l'école parfaite pour eux, la réponse est souvent similaire : une école où l'on peut apprendre en français et en arabe, où ils ne sont pas maltraités et où toutes les communautés sont ensemble<sup>15</sup>. Parfois la référence à l'école publique est explicite, parfois pas, ils ne font toutefois généralement pas mention de l'enseignement religieux.

Plusieurs, enfants<sup>16</sup>, parents et leaders expriment un vif intérêt pour les écoles des métiers, et celles-ci font partie des souhaits exprimés lorsqu'on leur demande quel type d'école ils voudraient. Les écoles de métier sont peut-être vues comme des alternatives à prendre en compte en considérant les difficultés actuelles du système éducatif, et de l'étendue du problème du chômage, y compris pour ceux qui ont étudié.

---

<sup>15</sup> FGD Garçons, Kama, Macina, Ségou

<sup>16</sup> FGD Garçons et Filles, Sokolo, Niono, Ségou ; FGD Leaders de Niono, Ségou ;

### 3. Opportunités pour la paix

---

Cette partie présente les principaux acteurs de gestion du domaine de l'éducation, et propose ensuite un tableau résumant les réalités décrites par localité.

#### 3.1. Acteurs intervenant dans la gestion du système éducatif

De nombreux acteurs sont cités parmi les personnes consultées comme étant ceux permettant de résoudre les difficultés dans le cadre de l'éducation. **Les plus récurrents** sont les suivants :

- **Les parents d'élèves et surtout les mères d'élèves au sein des Association des Mères d'Élèves (AME)**
  - Les AME sont très souvent citées et reconnues pour différents rôles : la prise en charge des petits soucis logistiques du quotidien, comme par exemple le ménage de l'école ; la sensibilisation de la population et des autres parents à scolariser leurs enfants garçons et filles et particulièrement les filles, la recherche de solution à des petits désaccords pouvant exister entre élèves, parents et enseignants.
- **Le Comité de Gestion Scolaire** est l'organe formel reconnu par l'État, qui devrait réunir 14 représentants des parents d'élèves, enseignants et leaders locaux dont jeunes et femmes, élu pour un mandat de 3 ans par la communauté sous le contrôle de l'État à travers les autorités et cadres de l'éducation locale. Il devrait être la pierre angulaire assurant le bon fonctionnement de chacune des écoles où il est installé, assurant le lien entre les divers acteurs concernés par l'école et favorisant la prise en charge de difficultés et la recherche des solutions. Outre son rôle positif, il a été décrié dans les différentes régions visitées pour des soupçons de détournement, corruption, favoritisme, etc.

Outres ces deux acteurs principaux, dans **un second temps sont cités également** :

- Les Enseignants, seuls ou à travers le Syndicat ;
- Les Autorités traditionnelles au niveau du village, incluant le chef de village et les leaders communautaires ;
- Les Maires et élus communaux ;
- Les Centres d'Animation Pédagogique (CAP).

Tous ces acteurs sont cités comme ceux étant généralement appelés à gérer les difficultés en lien avec l'éducation au niveau local, sans que leur rôle n'ait été clairement précisé. Comme il a été vu précédemment, **ces acteurs sont également les premiers à être parties à des conflits internes au système de l'éducation. Ils ont donc un potentiel d'influence relativement, tant fort que négatif dans les localités.**

Selon les localités et les personnes consultées, il est **proposé d'inclure également, ou d'inclure davantage** lorsqu'ils paraissent ne pas l'être assez, les acteurs suivants :

- Leaders communautaires ;
- Leaders religieux, notamment les Imams, marabouts, griots ;

- Les « chefs de fractions »<sup>17</sup>, qui sont donc l'équivalent des chefs de village mais pour les nomades ;
- Les personnes ressources, que peuvent être particulièrement les enseignants à la retraite ; les ressortissants de la localité ; Le Recotrade ;<sup>18</sup>
- Les ONG,
- Les jeunes,
- Les groupes armés (Tombouctou).

Il apparaît ici que souvent les catégories identifiées sont techniquement moins proches du secteur de l'éducation que les premiers acteurs. Elles sont, en effet, considérées comme **clés pour leur pouvoir d'influence** de la vie locale. Il est donc suggéré de **travailler dans une sphère élargie par rapport à la sphère de l'éducation**. Cela semble d'autant plus se justifier que les principaux problèmes du secteur de l'éducation ne relèvent pas intrinsèquement de ce secteur, mais sont provoqués par un contexte bien plus large : le monde de l'école est en effet bouleversé par des dynamiques qui le dépassent.

### 3.2. Opportunités découlant des réalités locales

Outre les généralités décrites ci-dessus, il est pertinent de détailler la situation par localité

*Résumé par zone de type de conflit, état éducatif et pistes envisagées*

SEGOU				
Cercle Localité	Portrait	Eléments de conflictualité	Résumé de l'offre et la demande éducative	Pistes d'action
<b>Niono Sokolo</b>	Forte tradition musulmane ; Difficulté à accepter la scolarisation des filles ; Insécurité a réduit le revenu des populations ;	Conflits liés à la menace des extrémistes radicaux contre les écoles et l'administration ; Peur générale et crainte d'envoyer les enfants à l'école ;	Les écoles avaient été fermées, il y a eu une tentative de réouverture, une école a été brûlée, donc ils ont refermé et maintenant ont rouvert ; AME fonctionne bien ; CGS fonctionne mal ;  Les enfants veulent l'école publique et des métiers. Adultes veulent cela aussi mais surtout les CED et les medersa (mais un problème se pose car les medersa sont payantes) ; les leaders quant à eux parlent des cours d'anglais ;	Dans les cas des écoles publiques non rouvertes, en identifier la cause précise, et si l'ensemble de la communauté le souhaite, proposer une réouverture ; Discuter sur l'offre éducative proposée par la medersa ;

<sup>17</sup> FGD Leaders, Anchawadji, Djebock

<sup>18</sup> RECOTRADE: Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement du Mali, FGD Parents Mixte, Bourem Ville, Gao.

<b>Macina Kama</b>	<p>les infrastructures ont été détruites en 2017 ;</p> <p>Pas d'accès à l'eau ;</p> <p>Difficultés économiques de la population en 2018 à cause des aléas climatiques et naturels ;</p> <p>Déplacement de la population notamment des Peuls ;</p> <p>Mauvaise cohabitation communautaire ;</p>	<p>Conflits liés à la menace des extrémistes radicaux ;</p> <p>Fort conflit ethnique entre Peuls et Bozos ;</p> <p>Activités des milices de défense communautaire dont les Donzos ;</p>	<p>L'école communautaire existante est fermée car l'enseignant est parti faute d'avoir été payé ;</p> <p>Il est rapporté que l'enseignant frappait les enfants ;</p> <p>Est dénoncé un manque d'écoute de l'administration scolaire ;</p> <p>AME actif et CGS fonctionne moyennement ;</p> <p>Voudrait Medersa et CED et centre alphabétisation ;</p>	<p>Voir si la réouverture école communautaire serait possible , mais avec un autre enseignant et avec un soutien Etat ;</p> <p>Intensifier la collaboration et les échanges avec les medersa ;</p>
--------------------	--	---	---	--

<b>MOPTI</b>				
<b>Cercle Localité</b>	<b>Portrait</b>	<b>Eléments de conflictualité</b>	<b>Résumé de l'offre et la demande éducative</b>	<b>Pistes d'action</b>
<b>Djenné</b>	<p>A la frontière avec la Macina de Ségou ;</p> <p>Seul le chef-lieu est accessible, pas les autres localités ;</p> <p>Outre l'insécurité, la peur fait que tout évènement, n'importe où, crée la psychose aux alentours ;</p>	<p>Forte insécurité et non accessibilité, zone sous contrôle des extrémistes radicaux ;</p> <p>Conflits liés à la menace des radicaux ;</p> <p>Conflit ethnique entre Peuls et Bambara ;</p> <p>Conflits sur la gestion des ressources naturelles ;</p> <p>Mécontentement général contre les enseignants qui ont fui ;</p>	<p>Forte présence des écoles coraniques, qui se sentent marginalisées par l'État ;</p> <p>Presque toutes les écoles publiques sont fermées ;</p> <p>Enfants sont envoyés loin ou restent à la maison ;</p> <p>Medersa et école coranique fonctionnent ;</p> <p>Divers acteurs semblent engagés : CGS, associations des mères d'élèves, leaders religieux ;</p> <p>A été créé une association des écoles coraniques « pour mieux recadrer le secteur » (cf FGD Leaders) ;</p> <p>Préférence majoritaire pour les écoles coraniques mais non exclusives de l'école publique ;</p>	<p>Il faut absolument travailler avec les écoles coraniques car ce sont les plus répandues, les plus appréciées et il y a une ouverture de leur part;</p>



<b>Koro</b>	<p>Vulnérabilité des populations car à la frontière avec le Burkina Faso ;</p> <p>Existence et influence des associations ethniques ;</p> <p>De nombreux Peuls ont fui dans les camps de déplacement ;</p> <p>Outre l'insécurité, la peur fait que tout évènement, n'importe où, crée la psychose aux alentours ;</p> <p>Niveau de sécurité et cohésion communautaire dépend des communes : par exemple Djoungani la situation sécuritaire est plus grave mais elle est relativement stable à Bandiagara ;</p>	<p>Menace des extrémistes radicaux ;</p> <p>Important conflit ethnique entre Peuls et Dogons ;</p> <p>Activités des milices de défense communautaire dont les Donzos ;</p> <p>Conflits sur la gestion des ressources naturelles ;</p>	<p>Enfants et enseignants ne vont plus à l'école à cause de l'insécurité sauf à Koro ville ;</p> <p>Écoles à Dakaténé occupées par la milice Donzo ;</p> <p>Mécontentement général contre les enseignants qui ont fui ;</p> <p>Les AME et CGS sont appréciés et travaillent pour l'intérêt de tous les enfants ;</p>	<p>Il y a une forte volonté du retour de l'école publique mais cela ne peut être fait qu'avec la présence de l'État et de la sécurité. Sans cela, ce serait trop dangereux ;</p> <p>Situation sécuritaire : le risque est à analyser de nouveau avec toute la communauté et définir ensuite ce qui peut être fait avec l'école publique, et comment mieux travailler avec écoles coraniques et medersas</p>
<b>Fatoma</b>	<p>A 9km de Mopti où il y a une forte présence militaire mais pas de sécurisation du territoire ;</p> <p>Outre l'insécurité, la peur fait que tout évènement n'importe où crée la psychose aux alentours ;</p>	<p>Pas de présence fixe des groupes radicaux, mais ils viennent faire des attaques et repartent ;</p> <p>Discorde autour de la gestion des diverses ressources naturelles mais ne semble pas être devenu un conflit ethnique ;</p> <p>Mécontentement général contre les enseignants qui ont fui ;</p>	<p>Écoles sont fermées temporairement, et certaines ont rouvert ;</p> <p>Les medersas sont parfois préférées pour la sécurité, mais certaines sont fermées car sont franco-arabes et donc ont peur ;</p> <p>Forte présence des écoles coraniques ;</p> <p>AME très actif et apprécié ;</p> <p>CGS fonctionne moyennement et il est reproché aux autorités de politiser ce cadre ;</p> <p>Tensions au sein de la communauté entre comment réagir face à la menace des radicaux et quelle école préférer ;</p>	<p>Refaire une analyse avec la communauté autour des raisons qui font que certaines écoles publiques n'ont pas rouvert ;</p> <p>Si la communauté le souhaite et que la sécurité semble le permettre, pondérer la faisabilité de la réouverture ;</p> <p>Explorer le mode de collaboration avec les</p>

				medersas présentes ; Travailler à des échanges inclusifs avec les écoles coraniques ;
<p>Réflexions générales partagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte engagement pour l'éducation mais nombreuses tensions entre tous les acteurs. La question de la réouverture ou pas des écoles publiques crée beaucoup de stress et désaccords entre ceux qui la souhaitent et ceux qui le considèrent trop dangereux ;</li> <li>- Les leaders regrettent le peu de participation des parents à leurs appels, mais suggèrent que si c'est le maître coranique qui fait l'appel, alors tous viendraient ;</li> <li>- C'est un cercle vicieux depuis 2015 : plus l'État est absent, plus la situation sécuritaire se dégrade, plus l'État se retire, et les communautés se sentent abandonnées ;</li> <li>- Être actif dans le système éducatif peut faire de ces personnes des cibles.</li> <li>- <i>A Mopti : Des initiatives pour mettre ensemble les acteurs et trouver une solution ont été tentées mais n'ont pas encore abouti. Au moins un premier pas a été fait par Search et par le Centre International de Dialogue Humanitaire.</i></li> </ul>				

GAO				
Cercle Localité	Portrait	Éléments de conflictualité	Résumé de l'offre et la demande éducative	Pistes d'action
<b>Djebok</b>	Manque d'eau avec un forage qui a tari ; <i>Les "peaux claires" sont les plus nombreux à être partis et les moins nombreux à être revenus ;</i>	Conflit lié à la présence et aux attaques des groupes des extrémistes radicaux et des groupes armés/milices ;	Occupation des écoles par les groupes armés ; École publique fonctionne mal ; Préférence pour les écoles publiques et les medersas, mais les medersas doivent être plus soutenues ;	Pour les trois localités il semble pertinent de : Explorer la possibilité de réouverture de l'école publique qu'une partie de la population semble souhaiter
<b>Tessit</b>	Amalgame et ressentiment contre les « peaux blanches » ; <i>Les peaux claires sont les plus nombreux à être partis et les moins nombreux à être revenus ; Crainte et psychose fortes ;</i>	A subi de nombreuses attaques, armée présente que depuis juin 2018 ; Conflit lié à présence et attaques des groupes d'extrémistes radicaux et des groupes armés/milices ;	Occupation des écoles par les groupes armés ; Armée revenue en juin 2018 et l'école a été rouverte ; Sécurité améliorée mais enseignant ne reviennent pas ; Préférence pour les écoles publiques et les medersas, mais les medersas doivent être plus soutenues ;	Pour cela, Search pourrait travailler avec les Ministères et les services concernés à favoriser le retour des enseignants, les anciens avec injonction ou des remplaçants si les anciens refusent ;

		Forte tensions et début d'attaques sur base ethnique ;		Développer un échange et partenariat avec les medersas ;
<b>Bourem</b>	Chef-lieu du cercle ;	Sécurité mieux depuis mars-avril 2018 ;	Cours ont repris le dernier trimestre de l'année 2017 ; CGS fonctionne mal ; Problème d'enseignants qui « courtisent les filles » (violences sexuelles et/ou basées sur le genre) ; Préférence pour les écoles publiques et les medersas, mais les medersas doivent être plus soutenues ;	
<p>Réflexions générales partagées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aggravation de la déscolarisation des filles depuis la crise ;</li> <li>- Nombreuses critiques envers les CGS ;</li> <li>- L'intérêt pour les medersas est fort mais le fait qu'il faut payer est un frein important : Il faut donner la même chance aux enfants. Là où il y a une école publique il faut aussi une medersa, qui soit soutenue et accompagnée autant que l'école publique ;</li> <li>- Crainte sur la basse qualité de l'éducation, notamment dans le public : peu d'enseignants et mal formés ;</li> </ul>				

TOMBOUCTOU				
Cercle Localité	Portrait	Éléments de conflictualité	Résumé de l'offre et la demande éducative	Pistes d'action
<b>Rharou s</b>	Commune peu développée avec peu d'infrastructures ; Armée malienne et Minusma pas loin mais commune assez isolée donc connaît quand même des attaques ;	<p>Conflit ethnique pour le leadership qui crée la méfiance intercommunautaire ;</p> <p>Attaque des écoles et des enseignants par les radicaux en 2017 ;</p> <p>Attaque de groupes armés (distinction difficile entre groupes extrémistes radicaux, milices d'autodéfense, et autre groupe armé) ;</p>	<p>Certains villages sont sans enseignants depuis 2012 ;</p> <p>Intérêt pour l'école publique, mais qui ne fonctionne pas bien, et pour l'école coranique ;</p>	<p>Explorer la faisabilité de la réouverture des écoles publiques. Pour cela, Search pourrait travailler avec les Ministères et les services concernés à favoriser le retour des enseignants, les anciens avec injonction ou des remplaçants si les anciens refusent. Explorer une collaboration avec les écoles coraniques ;</p>

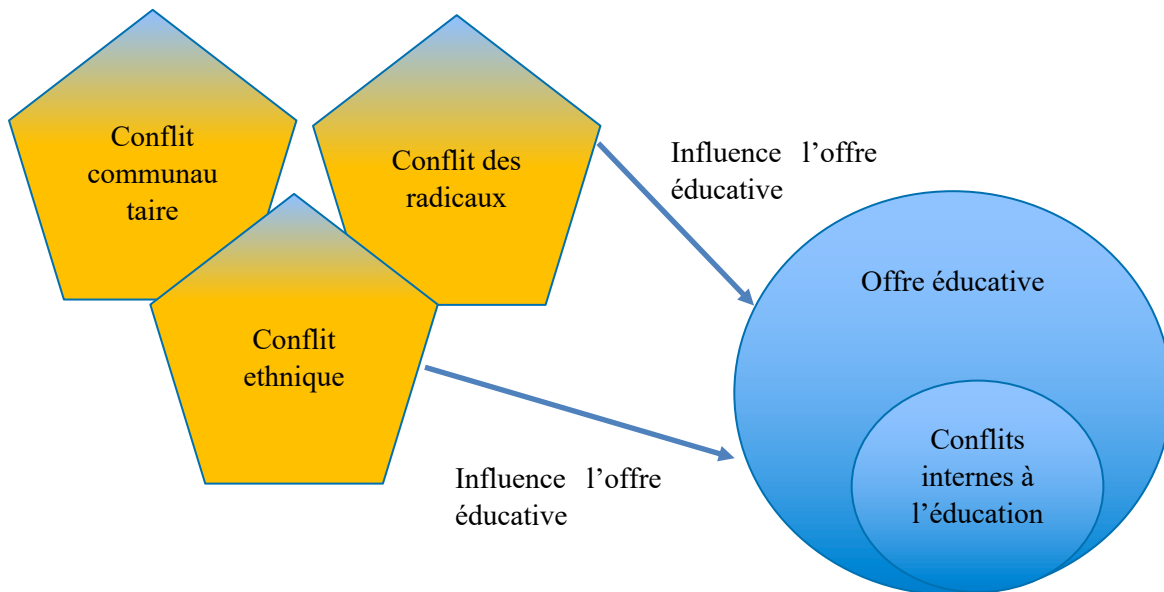
		<p>Quelques attaques sur le trajet de l'école ;</p> <p>Conflit enseignants et autorités sur le paiement des enseignants qui n'ont pas enseigné ;</p>		
<b>Goundam</b>	<p>Zone accessible ;</p> <p>Présence de l'armée ;</p> <p>Ensablement de l'école faute d'entretien ;</p> <p>Non-retour de certaines communautés ;</p>	<p>Quelques tensions intercommunautaires ;</p> <p>Quelques tensions autour des ressources naturelles ;</p> <p>Attaque des écoles et des enseignants par les extrémistes radicaux en 2017 ;</p> <p>Conflit enseignants et autorités sur le paiement des enseignants qui n'ont pas enseigné ;</p> <p>L'insécurité est ressentie par les enfants sur le chemin de l'école mais pas une fois arrivés dans la classe ;</p>	<p>En 2018 à Goundam le cas de filles qui ont fait des crises d'angoisse, et autorités et marabout ont contribué ensemble pour résoudre le problème ;</p> <p>Conflit entre CGS et autorités ;</p> <p>Conflit entre les enseignants et l'État ;</p> <p>Préférence pas claire entre les 3 types d'enseignement</p>	<p>Explorer la faisabilité de la réouverture des écoles publiques.</p> <p>Pour cela, faire venir des enseignants, les anciens avec injonction ou le remplacer s'ils refusent ;</p> <p>Explorer une collaboration avec les écoles coraniques et avec les medersas ;</p>
<b>Alafia Toya</b>	<p>Commune proche de Tombouctou ;</p> <p>Sécurité améliorée dans les derniers mois ;</p> <p>Présence de l'armée ;</p> <p>La population a peur quand elle entend des essais de tirs ;</p>	<p>Conflit ethnique pour le leadership ;</p> <p>Conflit sur les ressources naturelles surtout foncières ;</p>	<p>A Alafia, le CGS a aidé à trouver des kits pour tous les enfants (cela permet à tous les enfants d'aller à l'école) ;</p>	<p>Faire revenir les enseignants de l'école publique, les anciens avec injonction ou le remplacer s'ils refusent ;</p> <p>Explorer une collaboration avec les écoles coraniques et avec les medersas</p>

Si certaines localités disposent de plus d'informations que d'autres, cela est dû au degré de précision des données collectées et rapportées.

## 4. Capacités pour répondre aux conflits/L'analyse de « Ne Pas Nuire »

Il est proposé ici de différencier les conflits selon le niveau auquel Search pourrait les aborder. Les conflits qui ne sont pas directement liés au secteur de l'éducation sont inclus dans la mesure où leur existence pose actuellement le frein principal à l'éducation.

Figure x :



L'idée du schéma ci-dessus est de représenter les trois principaux types de conflit, en précisant ceux qui paraissent avoir l'influence la plus forte sur l'offre éducative. Comme expliqué dans le tableau ci-après Search peut agir principalement sur le conflit communautaire et le conflit ethnique. Pour le conflit lié aux extrémistes radicaux il est davantage limité, mais il peut notamment faire du plaidoyer auprès de l'État malien et (surtout) les partenaires techniques et financiers. C'est ensuite dans le cadre du travail sur l'offre éducative, que peuvent être adressées la plupart des conflits internes au secteur de l'éducation. Ce qui lie le traitement à apporter aux conflits externes, la définition de l'offre éducative et les conflits internes au secteur de l'éducation, c'est la nécessité que ce traitement soit entre les mains des communautés concernées. Search peut faciliter, accompagner, veiller à l'inclusivité, aider en posant des questions et proposer des pistes, mais le noyau central doit être aux mains de toutes les composantes des communautés concernées.

### 4.1. Conflit des extrémistes radicaux

Le conflit et l'insécurité provoquée par les radicaux n'est pas une problématique qui peut être directement adressée par ce projet, mais il est clair que des précautions peuvent être prises afin de ne pas aggraver la situation.

Il est essentiel de montrer que l'intérêt principal de l'intervention est de soutenir l'accès à l'éducation pour les enfants, sans que cela soit restreint seulement à l'éducation de l'école publique.

**Avec la population locale, il faut prendre le temps de comprendre dans chaque zone quel est le type d'éducation qui est souhaité, et ce qui peut être soutenu dans le contexte actuel.**

Il est évident que si une zone est occupée par les radicaux, il est déconseillé de rouvrir les écoles publiques.

Si une zone est attaquée de temps en temps par les radicaux, il faut voir ce qui est possible selon les parents et les autorités et leaders locaux, sans mettre en danger les enfants, les enseignants, la communauté et les autorités.

Dans les zones les moins insécurisées, il est possible que la réouverture des écoles publiques puisse être envisagée.

## 4.2. Conflit ethnique

Le conflit qui se développe entre les groupes ethniques **est un des points clés sur lesquels Search peut agir**, partiellement dans le cadre de ce projet, mais aussi dans le cadre de projets à venir disposant de plus de temps. Les **tensions ethniques sont récentes, et semblent croître très rapidement**. Il est essentiel de les aborder au plus vite. Il faut **travailler au rapprochement des communautés, à travers les populations elles-mêmes, en incluant ceux qui les influencent** à savoir les autorités traditionnelles au niveau des villages, les leaders communautaires, les leaders religieux, les chefs de famille importantes des différentes localités et des différents groupes ethniques. Les **mains armées des communautés ethniques**, chasseurs Donzo, milices d'autodéfense, doivent aussi être associés mais dans un second temps. Pour ce travail doivent être impliqués également les **médias dans la gestion de l'information, la réduction des rumeurs, la mise à plat des préjugés**. Les **autorités étatiques** doivent être impliquées comme **partie prenante** au problème, mais sans qu'elles **ne jouent le rôle de supérieur hiérarchique** car cela pourrait être contre-productif.

## 4.3. Conflit sur la gestion des ressources naturelles

Ce conflit semble être actuellement et temporairement devenu secondaire par rapport à la gravité des deux autres. Ces tensions ont toujours existé et ont été gérées de façon relativement pacifique au niveau local. C'est avec la crise qu'ils ont pris une dimension plus grave et violente à cause du contexte de tension créé par les deux conflits précédents. Il fait partie des causes de l'actuel conflit interethnique.

## 4.4. Offre éducative

Le premier pas est d'explicitier de façon très claire que c'est **conjointement avec la communauté de chaque localité qu'il sera décidé ce qui peut être fait** dans son contexte actuel. **Toutes les offres d'enseignement déjà présentes doivent être incluses et mises en confiance**, de l'école coranique, à la medersa, le centre d'alphabétisation, l'école des métiers, l'école publique ou communautaire etc. L'ensemble de ces acteurs doit **d'avantage se connaître et échanger** afin de voir comment faire évoluer et améliorer l'offre existante en fonction de la demande (intérêt des parents et des enfants) et du contexte (ce que le niveau de sécurité rend possible). Le détail des propositions est dans le tableau ci-dessus. Les réponses sont très localisées et surtout à **approfondir davantage par l'ensemble de la communauté, avec les acteurs cités pour le dialogue suggéré dans le cadre du conflit ethnique**.

#### **4.5. Conflits internes au système d'éducation**

Les conflits internes, qu'ils soient entre les CGS, parents, élèves, enseignants, autorités, fonctionnaires de l'éducation et autres acteurs ont actuellement un degré de gravité inférieur. Ils seront à discuter dans la seconde partie du dialogue inter et intracommunautaire relatifs à la gestion de l'offre éducative.

La démarche adoptée par Search à Mopti de faciliter des dialogues communautaires autour de la question de « quelle éducation pour nos enfants » est pertinente et doit être continuée. Cette approche permet d'aborder l'ensemble des aspects détaillés dans la table ci-dessus, et notamment les conflits 2 et 4 qui sont ici centraux, en sélectionnant les participants indispensables et les timings. Pour cela il faut du temps, car c'est celui-ci qui permet de créer la confiance et la connaissance indispensables à ce genre de dynamiques.

## 5. Conclusions et recommandations

---

Le domaine de l'éducation est, dans le contexte actuel du Mali, au centre des enjeux. Il est le reflet de la société malienne et de ce qu'elle pourrait devenir. Une grande confiance subsiste dans l'école comme facteur de construction d'une vie meilleure, quelle qu'elle soit. Il est donc absolument essentiel d'y accorder l'importance nécessaire.

Dans les zones étudiées, la question de l'éducation est indissociable de celle de la sécurité, dans la mesure où rien n'est faisable en absence de sécurité, et particulièrement lorsque l'école est prise pour cible symbolique. Il est clair que c'est le type d'hommes et de femmes que le système d'enseignement forgera, qui définira le futur de ces mêmes citoyens et de la société malienne à venir. C'est d'ailleurs ce que les extrémistes radicaux ont compris (d'où l'importance de l'éducation dans leur combat) et ce que ceux qui réclament combattent le terrorisme ou le djihadisme semblent n'avoir pas encore compris (vu le peu d'importance qui y est accordé).

La réduction de la méfiance et des tensions entre les communautés ethniques est actuellement le premier objectif auquel Search peut contribuer, afin d'éviter un envenimement ultérieur de la situation, et de pouvoir ainsi aborder et travailler tous ensemble à la question du soutien à l'offre d'enseignement.

Les dynamiques étant localisées, ainsi doivent être les analyses et les interventions. Les acteurs ont souvent un potentiel positif et un négatif, qu'ils vont activer selon que l'approche adoptée leur paraît sensée et acceptable ou pas.

L'école publique semble globalement garder une place clé dans les aspirations des populations, tout en soulignant que celle-ci n'est absolument pas exclusive de l'enseignement religieux. Cet enseignement peut être reçu à travers les écoles coraniques ou les medersas, avec qui il faut absolument travailler davantage, car elles occupent une place déterminante dans l'éducation des enfants. Il faut donc mieux les connaître, les inclure, et réduire les discriminations dont elles font l'objet.

C'est l'approche adoptée qui définira son succès : humilité, neutralité, et durabilité doivent être les mots d'ordre. En termes d'éducation, toute intervention doit être développée en fonction de comment celle-ci pourra perdurer après le départ de l'acteur externe d'appui (Unicef, Search, autre ONG). L'expression clé de référence pour le travail à réaliser peut-être « retisser du lien pour un intérêt commun : l'éducation des enfants » entre les groupes ethniques, entre les catégories concernées par l'éducation (parents, enfants, structure d'enseignement) et avec l'État. Et pour cela, les faiseurs d'opinions sont une carte déterminante pour mobiliser, notamment les leaders religieux et les grandes familles.

### 5.1. Recommandations

L'ensemble des recommandations proposées ici sont adressées à Search, dans la mesure où Search est le premier récipiendaire de ce rapport. C'est ensuite à Search, sur base de ce qu'il pourra et voudra faire, de transférer ces recommandations aux autres acteurs, selon la pertinence qu'il reconnaîtra à chacune d'entre elles.

#### **Au sujet des activités de dialogue communautaire :**

1. Faciliter au sein de chaque localité des analyses sécuritaires approfondies par la communauté, en distinguant le danger effectif de la peur de ce qui pourrait arriver ;



2. Faciliter au sein de chaque localité une analyse de ce que comporte en termes de risques et opportunités le phénomène des groupes d'autodéfense, et discuter avec les communautés de l'approche à adopter avec ces acteurs afin de préserver la sécurité et la cohésion sociale aussi sur le long terme ;
3. Investir dans les dialogues communautaires afin d'analyser avec les communautés quel est le soutien le plus adapté à apporter à l'éducation au niveau local, en incluant pleinement tous les acteurs dans les discussions, y compris les maîtres des écoles coraniques et des medersas, les leaders ayant une influence (religieux, ethniques, coutumier etc) ;
4. Remettre les CGS au centre de l'attention comme l'organe de défense de l'intérêt des enfants mandaté par la communauté et qui doit assurer une transparence et une redevabilité envers cette même communauté ;
5. Encourager et appuyer techniquement les dynamiques portées par les mères d'élèves ;
6. Dans les zones insécurisées où est le danger est effectif, et où les écoles publiques ne peuvent pas être rouvertes, définir avec la communauté les alternatives possibles au niveau local (medersa, coranique, métier, alphabétisation, etc) ;
7. Analyser de façon spécifique par localité l'ampleur du problème lié aux enfants déscolarisés depuis longtemps, surtout au nord, et développer les chemins alternatifs temporaires ad hoc ;
8. Inclure dans les discussions communautaires la question de la cantine scolaires, afin de voir si et comment une cantine scolaire peut fonctionner en l'absence d'appui externe continu ;

**Au sujet de la mobilisation des enfants comme acteurs de la paix :**

9. Mobiliser les enfants par des jeux, dessins, théâtres, leurs peurs en termes sécuritaires et leurs préjugés vis-à-vis des autres groupes ethniques. Travailler à la déconstruction des idées préconçues, en les aidant à séparer le vrai du faux ;
10. Si cela est acceptable pour la communauté dans le contexte actuel, préparer avec les enfants pour participer à des spectacles théâtraux sur les préjugés interethniques et la cohabitation sociale ;

**Au sujet des activités de sensibilisation communautaire :**

11. Concentrer les efforts sur la réduction des amalgames, préjugés et méfiances inter ethnique en rappelant les aspects qui rapprochent les groupes en tension (histoire, pratiques et traditions communes), et en déconstruisant les histoires antagonistes qui ont été développées afin de cimenter l'opposition. Le théâtre et les jeux de rôle peuvent être des outils efficaces ;

**Au sujet des messages à véhiculer pour les activités de programme radios :**

12. Former les journalistes à un traitement neutre et objectif de l'information, basé sur les faits ;
13. Former les journalistes et les accompagner dans la production de sketch ou reportages sur les amalgames et préjugés qui se sont construits entre les ethnies ;

**Au sujet d'un plaidoyer à effectuer ainsi qu'un soutien à apporter au Ministère et services de l'éducation et de l'enseignement :**

14. Dans les zones où la sécurité est suffisante (présence des autorités et volonté des parents de renvoyer les enfants à l'école publique), travailler avec les Ministères et les services concernés afin de favoriser le retour des enseignants, les anciens si possibles ou des nouveaux remplaçants, par exemple des contractuels locaux si les anciens refusent, remplaçants qui devront être formés et accompagnés ;
15. Travailler avec les ministères, services et entités concernées afin d'offrir aux medersas les mêmes possibilités de soutien et collaboration que celles dont bénéficient les écoles publiques, en termes d'accompagnement technique et d'appui financier afin de réduire la marginalisation dont elles sont considérées faire l'objet.

**Au sujet de messages de plaidoyer à développer envers les Gouvernement du Mali et ses partenaires techniques et financiers :**

16. Développer une stratégie de plaidoyer avec d'autres acteurs afin de faire évoluer l'approche adoptée par l'Etat Malien et les autres États partenaires dans la lutte contre le « terrorisme » ;
17. *Concentrer les actions sur les attaques militaires et la répression ne répond absolument pas aux causes qui ont porté à la situation actuelle. L'approche adoptée ignore et laisse s'envenimer les mécontentements dans lequel le « djihadisme » trouve sa source. Les questions d'inclusion, bonne gouvernance et transparence, et opportunités économiques sont essentielles à traiter.*

**Au sujet de ce que les agents de Search et ses partenaires doivent garder à l'esprit et prendre en compte dans leur travail afin d'assurer le respect du principe de ne pas nuire :**

18. Prendre connaissance de l'ensemble du contenu de ce scan et le discuter afin d'en avoir une compréhension partagée et d'explicitier les éventuels doutes ou désaccords ;
19. Eviter absolument les généralisations, baser ses analyses sur des faits et déconstruire les rumeurs ;
20. Approfondir autant que possible la connaissance de chacune des localités, étant donné que les réalités sécuritaires, communautaires et éducatives varient fortement ;
21. Continuer l'approche de dialogue communautaire car elle met la communauté au centre de l'analyse et du développement des solutions, en rendant cette approche encore plus inclusive et en portant une attention à la participation effective de tous les porteurs d'intérêt, y compris les acteurs qui pourraient avoir tendance à s'auto exclure (par exemple les Peuls).